

Commerce mondial de la viande : la prochaine crise pourrait être pire que celle de « la vache folle »

La prochaine maladie « émergente » du bœuf, du porc ou de la volaille n'a pas encore de nom. Elle pourrait être plus catastrophique que l'ESB et sa variante humaine, la nv MCJ¹, pas pour de véritables raisons de santé publique, mais pour des raisons politico-commerciales. Si la poignée d'exportateurs et d'importateurs n'arrêtent pas de se planter des couteaux dans le dos, prévient un expert, ils saigneront leur propre industrie. Car, malgré la demande mondiale grandissante pour le steak, la côtelette ou la cuisse, un consommateur complètement paranoïaque risque de se tourner vers le burger végété.

Nicolas Mesly

ous le thème « À la croisée des chemins », Dennis Laycraft, vice-président exécutif de l'Association canadienne des éleveurs de bétail, a raconté le chemin de croix des ranchers canadiens aux quelque 650 participants venus des quatre coins du monde assister au Congrès mondial de la viande tenu à Winnipeg en juin dernier : « Pour nous, l'enfer a gelé en 2003! » Il aura suffi de deux cas isolés de « vaches folles » nées en Alberta pour chambouler toute l'industrie nord-américaine de bœuf, intégrée comme les doigts d'une seule main. Avec 15 % des parts du marché international, les éleveurs canadiens s'étaient hissés en douce avant la crise au titre de troisième exportateur mondial de bœuf après l'Australie (23 %) et les États-Unis (16 %).

Le spectre de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) ou « vache folle » a hanté le menu chargé de ce

quinzième congrès mondial. Depuis l'apparition de cette maladie en Europe, le « dieu de la science » est invoqué pour ouvrir ou fermer les frontières commerciales. Treize mois après la fermeture de la frontière américaine, les pertes encourues par les éleveurs canadiens s'élevaient déjà à 3,3 milliards \$ ou 20 000 \$ par ferme, selon une étude de Statistique Canada. Et le gouvernement canadien a dû injecter près d'un milliard \$ pour maintenir ses producteurs à flot et renforcer une série de mesures préventives face à l'ESB. Quatre-vingt-dix pour cent des exportations canadiennes étaient dirigées vers les États-Unis et elles représentaient 7 % de la demande américaine.

Considéré comme un pays à risque minimum d'ESB, louangé pour la rapidité et la transparence de ses enquêtes pour tenter de déterminer la cause de la contagion des

deux bêtes malades (probablement alimentées avec de la moulée infectée fabriquée avec d'autres animaux avant l'interdiction de cette pratique cannibalesque en 1997), « le Canada a été pénalisé plutôt que récompensé pour sa bonne conduite », a souligné en entrevue le Dr Alejandro Thiermann, président de l'Organisation Internationale des Épidémiologies (OIE). L'OIE établit protocoles et procédures pour le contrôle des maladies animales, incluant celles transmissibles aux humains, à l'échelle de la planète. Quelque 160 pays adhèrent à l'OIE, sur une base volontaire, et son expertise scientifique est reconnue à l'OMC (Organisation mondiale du commerce) pour régler des disputes commerciales.

Selon le Dr Thiermann, le Canada aurait de bonnes chances de gagner sa cause au tribunal de l'OMC, mais les procédures, très longues et très coûteuses, ne valent pas « une entente à l'amiable » entre les partis.

TOUS COUPABLES

Rappelons qu'un million de bêtes canadiennes traversaient allégrement la frontière pour trotter vers les fermes, parcs d'engraissement et abattoirs américains avant la découverte d'un premier cas de « vache folle » indigène en Alberta le 13 mai 2003. Les États-Unis claquaient aussitôt la porte au nez du bétail canadien. Et les exportateurs de viande américains profitaient du vide laissé par leurs collègues canadiens pour occuper leurs marchés dont ceux du Mexique, du Japon et de la Corée du Sud. Pas pour longtemps. À partir du 23 décembre 2003, les coupes de bœuf américain et même des containers de patates frites dans le suif se rivaient le nez aux portes de ces mêmes marchés, suite à la découverte dans l'État de Washington d'une « vache folle » d'origine canadienne.

Ni l'ex-ministre de l'Agriculture du Canada, Bob Speller ni le représentant du ministère de l'Agriculture des



EN ENTREVUE DENNIS LAYCRAFT, VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF DE L'ASSOCIATION CANADIENNE DES ÉLEVÉS DE BÉTAIL, attribue, entre autres, la lenteur de la réouverture de la frontière canado-américaine au puissant lobby de R-Calf USA, « une association de producteurs de vaches-veaux protectionniste qui profite de la crise » en raison des prix élevés des bovins vivants aux États-Unis.

Selon le Dr Thiermann, certaines maladies comme la fièvre aphteuse se prête à la régionalisation « pour séparer des zones de statuts sanitaires différents ». Toutefois, dans le cas de l'ESB, la libre circulation des animaux vivants et du matériel d'équarrissage au Canada et aux États-Unis rend l'exercice hasardeux. « Si vous pouvez démontrer que le matériel contaminé n'a été utilisé que dans une zone ou province précise, cela peut fonctionner. Cependant, si d'autres animaux ont été en contact avec la même nourriture contaminée et sont transférés aux États-Unis pour ensuite entrer dans la chaîne d'équarrissage, la régionalisation ne s'applique plus ».²

LA CONFIANCE DU CONSOMMATEUR, LA CLÉ DE CE BUSINESS

Si la crise canadienne d'ESB n'a pas eu encore plus

d'impacts négatifs c'est que, contrairement aux Européens, les consommateurs canadiens n'ont pas cru à une épidémie, car ils ont fait confiance à leurs autorités et à leurs éleveurs dans une proportion de 85 %, selon des sondages. Un mois après la déclaration du premier cas indigène de « vache folle » au printemps 2003, les Canadiens faisaient griller 5 % plus de steak sur leur BBQ estival que l'année précédente. Toutefois, « une fois cette confiance perdue, elle est très difficile à reconquérir », a prévenu le Dr Franz Fischler, membre de la Commission européenne responsable de l'agriculture, du développement rural et de la pêche.

Les experts de la toute nouvelle Union européenne prédisent une augmentation de la consommation de viande à 90 kg *per capita* malgré le fait que 150 millions de consommateurs soient végétariens ou réduisent leur consommation de viande. Amplifiée de 15 à 25 pays le 1er mai dernier, l'Union compte maintenant 455 millions de personnes.

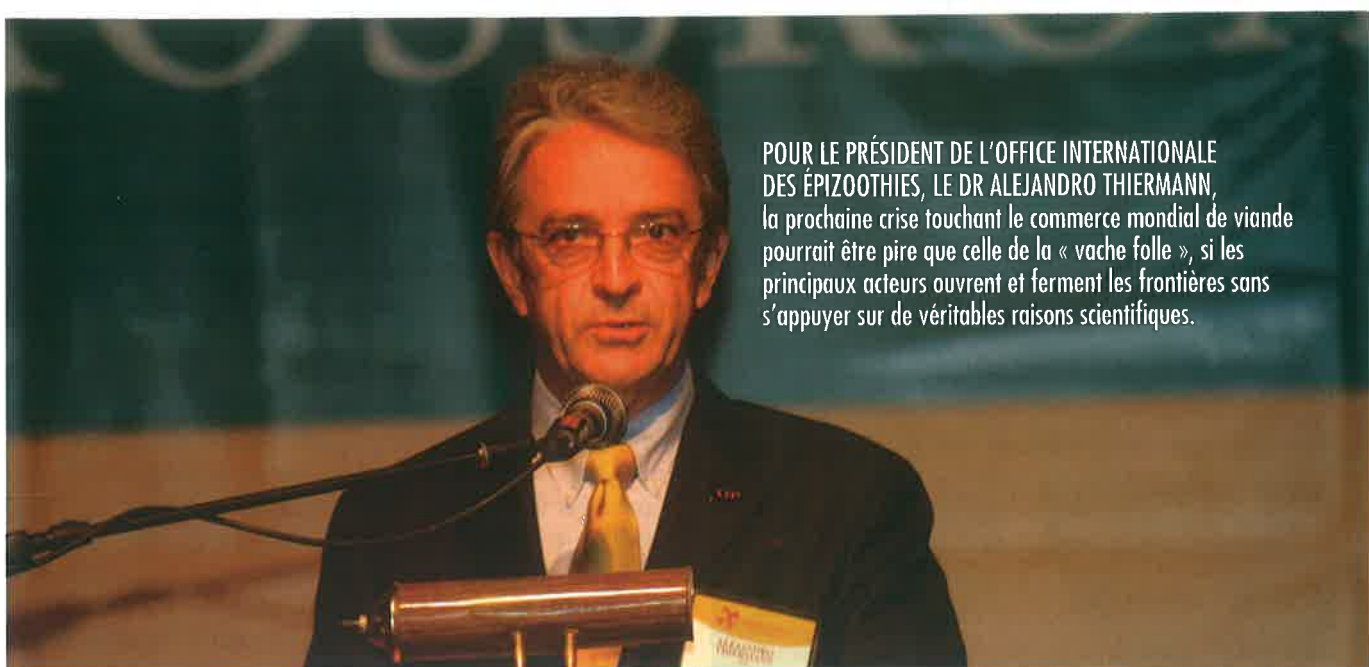
Pour la première fois, les importations européennes de bœuf vont doubler en 2004 à cause, principalement, de la réforme de la Politique agricole commune (PAC). Bruxelles a diminué les subventions directes aux éleveurs de bovins décourageant ainsi la production locale. Le Brésil et l'Argentine capitalisent déjà sur ce nouveau débouché en offrant un bœuf « élevé aux pâturages et sans hormones » à prix compétitif et ce, malgré les droits de douanes élevés.

Outre la « vache folle », les questions pertinentes à l'OMC, accès aux marchés et subventions aux exportations, ont salé le dessert des convives. « Si ce commerce relève d'une question de santé pour vos populations, pour la nôtre, c'est une question de survie! », a lancé le ministre argentin de l'Agriculture, Miguel Campos, dont le pays tente de s'extirper d'une longue crise économique en misant sur les exportations de bœuf. Les subventions annuelles aux exportations de viande européennes et américaines, de l'ordre 400 millions \$ US chacune, coupent l'herbe sous le pied des éleveurs de la Pampa.

LE BRÉSIL CLAIRONNE

La crise d'ESB nord-américaine aura permis au Brésil de déclasser le Canada, les États-Unis et même de surpasser l'Australie au chapitre des exportations de viande de bœuf. Le géant sud-américain est devenu le No 1 mondial en 2003 grâce, entre autres, à de très bas coûts d'alimentation et sa grande disponibilité de terre fertile. En dix ans, ses exportations de viande de porc sont passées, elles, de 36 000 tonnes en 1993 à 491 487 tonnes en 2003! Cela en fait le quatrième exportateur mondial derrière l'UE, le Canada et les États-Unis. Quant à la volaille, l'envol brésilien est tout aussi spectaculaire : il est aujourd'hui le deuxième exportateur mondial après les USA.

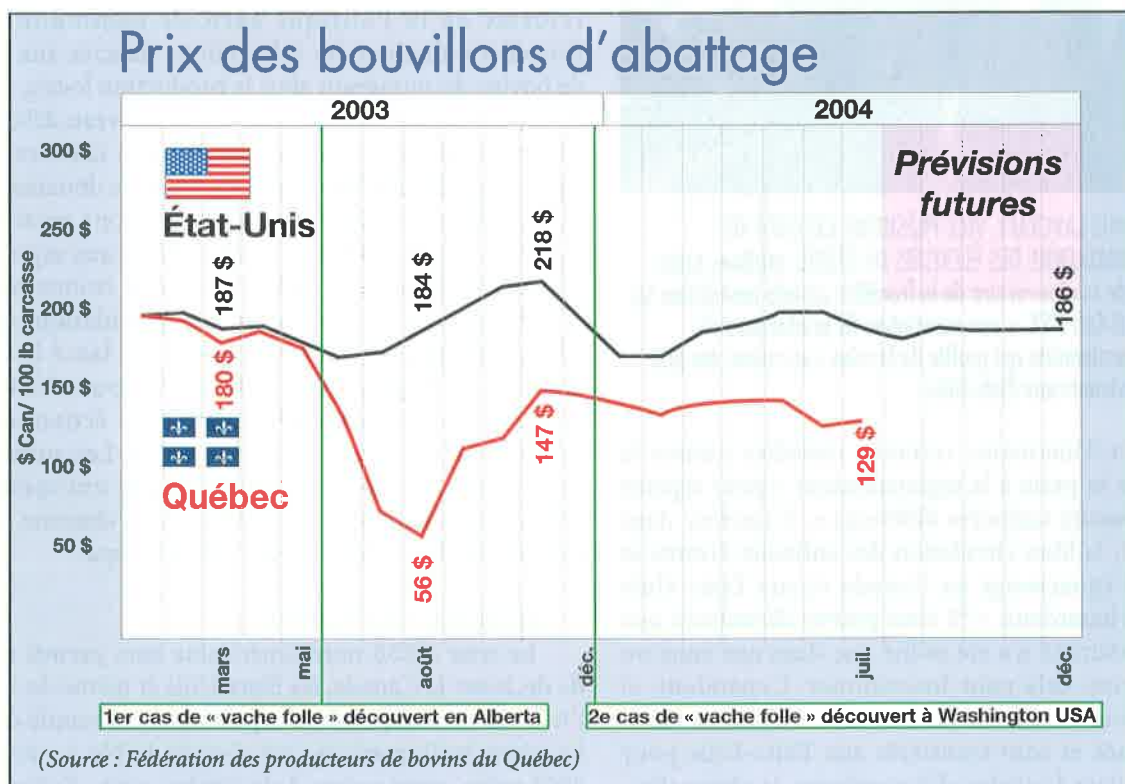
2. Julie Mercier, *La terre de chez nous*, 24 juin 2004



POUR LE PRÉSIDENT DE L'OFFICE INTERNATIONALE DES ÉPIZOOTIES, LE DR ALEJANDRO THIERMANN, la prochaine crise touchant le commerce mondial de viande pourrait être pire que celle de la « vache folle », si les principaux acteurs ouvrent et ferment les frontières sans s'appuyer sur de véritables raisons scientifiques.

Rien ne semble refouler la nouvelle superpuissance agricole dans sa conquête des marchés mondiaux, à moins qu'une maladie animale ne se transforme en barrière commerciale. « Nous sommes prêts à affronter une crise d'ESB », a même jubilé le sous-ministre brésilien de l'Agriculture, José Amauri Dimarzio précisant « que le bœuf brésilien

élevé aux pâturages ne consomme pas de moulée ». Ce dernier a cependant vite éludé la question du rythme phénoménal de déforestation de la forêt amazonienne, poumon de la terre, au profit de la culture de soya et de l'élevage de bœuf.



La rareté du bœuf a fait grimper les prix aux États-Unis à des records historiques après la fermeture de la frontière américaine aux bovins canadiens, suite à la découverte d'un premier cas « de vache folle » indigène en Alberta en mai 2003. Tandis que du côté canadien, le surplus d'animaux a fait chuter les prix.

UNE SONNETTE D'ALARME

Bien malin celui qui peut prédire le rang des principaux exportateurs de viande et la mine de cette industrie au prochain Congrès mondial de la viande qui aura lieu en 2006 à Melbourne, en Australie.

Après avoir vu le coût faramineux payé par les éleveurs et le trésor public canadiens, certains pays pourraient être tentés de balayer leurs problèmes de santé animale sous le tapis en ne déclarant pas des maladies obligatoires à l'OIE. « Ce fut le cas de la Chine en 2003 qui n'a admis la présence de la fièvre aviaire sur son territoire que six mois après le début de l'épidémie en Asie », s'inquiète le Dr Thiermann.

Plus inquiétant encore, l'éruption de maladies, dont on n'avait jamais soupçonné l'existence, qui émergent depuis quatre ou cinq ans. Soixante-dix pour cent de ces nouvelles maladies incubent dans les élevages d'animaux. « Il faut déjà penser à la vie après l'ESB. Si on continue d'alimenter la paranoïa mondiale, on risque de développer des consommateurs psychotiques! », prévient le scientifique. ♦

Qui teste?

Le Japon fait des tests de dépistage de ESB sur chaque animal abattu. Le Canada, comme les États-Unis, seulement une petite fraction.



Japon : **100 %**

1,25 million de bovins abattus en 2003

1,25 million de bovins testés pour l'ESB en 2003



Union européenne : **70 %¹**

10,4 millions de bovins abattus en 2002

7,3 millions de bovins testés pour l'ESB de janvier à septembre 2003



États-Unis : **0,56 %**

35,5 millions de bovins abattus en 2003*

*Objectif : 200 000 bovins testés pour l'ESB de juin 2004 à décembre 2005



Canada : **1,0 %**

3,1 millions de bovins abattus en 2003*

*Objectif : 8 000 bovins testés pour l'ESB en 2004 à 30 000 bêtes en 2009

Selon le Dr A. Thiermann, président de OIE, le nombre de tests pour dépister les cas de « vache folle » n'est pas une mesure pour enrayer la maladie. La plus importante recommandation de l'OIE dans le domaine est le retrait des matières à risques spécifiés (MRS) dans la chaîne d'alimentation animale et humaine.

1. Source : *Time Magazine*, janvier 2004.

Michael McCain, le visionnaire

Nicolas Mesly

Michael McCain, président et directeur général de l'empire agroalimentaire Maple Leaf Foods Inc., 5 milliards \$ de chiffre d'affaires en 2003, 23 000 employés, déplore la timidité « typiquement canadienne » pour résoudre la crise de « la vache folle » entre le Canada et les États-Unis. « Notre système de sécurité alimentaire est supérieur aux États-Unis », a-t-il indiqué en rencontre avec les journalistes.

Conférencier et commanditaire de ce 15e Congrès de la viande, une première au Canada, Michael McCain souhaite que, malgré l'harmonisation des mesures nord-américaines, « le Canada trouve des points de différences

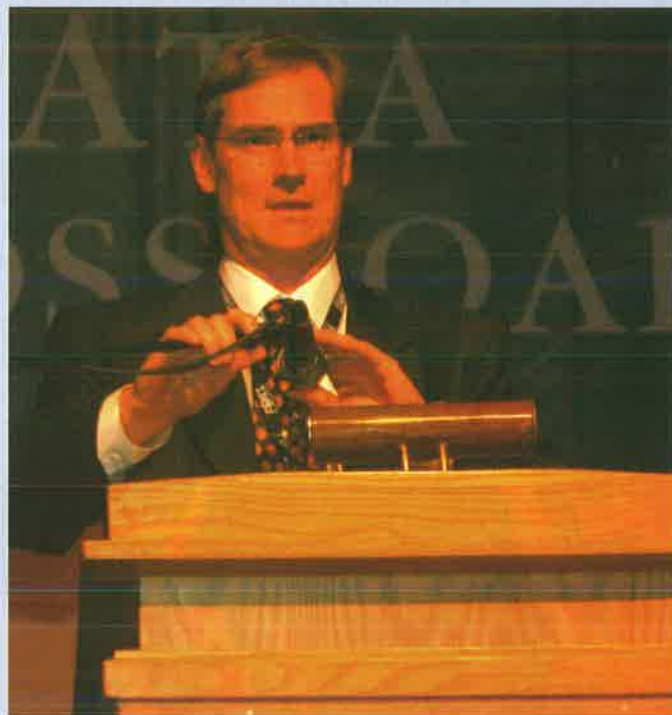


PHOTO : JULIE MERCIER, TCN

SELON MICHAEL H. MCCAIN, PRÉSIDENT ET DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'EMPIRE AGROALIMENTAIRE MAPLE LEAF FOODS INC., « les consommateurs de nombreux pays ont plus de chance de contracter un empoisonnement alimentaire dans leur propre cuisine que par les grands élevages et les usines de transformation ». L'entreprise mise à fond sur la sécurité alimentaire et la traçabilité de ses produits pour conquérir les marchés domestiques et internationaux.

abordables et avantageux afin de se différencier des États-Unis, pour des raisons de marketing international ». Ce dernier n'a pas spécifié quelles seraient ces mesures, sauf qu'elles devraient faire l'objet d'un consensus entre l'industrie et le gouvernement canadiens.

Commentant la crise nord-américaine d'ESB et de fièvre aviaire dans le monde, le président de Maple Leaf souhaite l'instauration d'un zonage des productions au Canada pour contrer plus efficacement les futures crises potentielles, notamment de fièvre aphteuse dans la production porcine, afin d'en limiter les dommages économiques et sociaux. « Les pays de l'ex-Union européenne s'insèrent tous dans la seule province de l'Ontario. Selon les règlements européens, le Canada pourrait avoir dix zones en Ontario seulement », a-t-il indiqué.

Devant une audience captivée M. McCain a rappelé que « Maple Leaf n'a pas attendu de crise pour faire de la sécurité alimentaire un enjeu prioritaire ». L'entreprise a lancé, il y a quatre ans, un poulet « tout végétal » et un porc alimenté « sans farine animale » pour répondre aux besoins des consommateurs tant nationaux qu'internationaux.

M. McCain a indiqué qu'il misait sur l'intégration verticale pour développer les produits de la compagnie en ayant l'antenne branchée directement sur les marchés. C'est ainsi que le poulet et les médaillons de porc « Prime » logent sur les tablettes réfrigérées des principaux supermarchés : « Certains consommateurs désiraient ce choix et ils étaient prêts à payer. » M. McCain n'a pas spécifié la valeur des primes touchées, par exemple, par les producteurs de volaille pour alimenter ces marchés niches, sauf que « les profits étaient partagés ».

Maple Leaf, selon son président, mise à fond sur la sécurité alimentaire et la traçabilité pour se démarquer de la concurrence et assurer son avenir. La présente campagne

de Maple Leaf, « Toujours de notre mieux », destinée à conquérir le grand public, repose sur une démarche de « 40 étapes vers la sécurité alimentaire ». Celle-ci permet à la compagnie d'apposer son propre sceau de sécurité alimentaire « supérieur aux normes gouvernementales » et ne vise qu'une chose : gagner doublement la confiance du consommateur.

En 2004, 25 millions \$ ont été saupoudrés dans les installations de l'entreprise parsemées au pays pour complaire à ce programme maison. Le titre de Maple Leaf est transigé à la bourse de Toronto (MPI) et le Fonds de retraite des enseignants de l'Ontario est un des principaux actionnaires.

M. McCain a surpris une partie de son auditoire en révélant l'adoption par Maple Leaf d'un système de traçabilité de la viande de porc basé sur l'ADN, « un code barre naturel », même si ce projet avait déjà transpiré publiquement. Ce dernier a été développé de concert avec Orchid BioSciences Europe, une compagnie spécialisée dans les tests génétiques et IBM Canada. D'ici la fin 2004, le surlonge de porc déposé dans l'assiette d'un consommateur japonais pourra être retracé jusqu'aux 30 000 truies élevées dans les fermes de la compagnie et dont les rejetons alimentent l'abattoir de Maple Leaf à Lethbridge en Alberta.

Selon M. McCain, le programme « Porc ADN », mis au point par le consortium d'affaires, pourrait révolutionner le commerce et la production des protéines animales comme l'a fait le code barre CUP pour le commerce de distribution au détail. Bien que développé pour le suidé, le procédé peut s'appliquer à la volaille, au bœuf et autres espèces animales. La technologie, brevetée, est disponible à tous à « un coût de 95 cents par porc mis en marché, un coût qui diminue rapidement », a rajouté M. McCain, tout sourire. ♦



DES AGENTS DE L'AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS s'apprêtent à détruire un élevage de poulets à Abbotsford, en Colombie-Britannique, le 25 mars dernier, pour enrayer le foyer d'une épidémie de fièvre aviaire. La régionalisation sanitaire est possible selon l'OIE pour circonscrire certaines maladies comme la fièvre aviaire ou la fièvre aphteuse afin de limiter les impacts sociaux et économiques dans un pays.